Parti Communiste
Révolutionnaire de France

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

Élections législatives 2017 : Un candidat pour la Révolution

Michel MARTIN, 56 ans, candidat du PCRF,

fils d'ouvrier maçon et de mère au foyer, ouvrier aujourd'hui privé d'emploi

Contre Macron, se mobiliser y compris le 11 juin 2017

L'élection d'Emmanuel Macron comme Président de la République est très grave pour nous toutes et tous qui vivons, souvent difficilement, de nos salaires et pensions, ou qui n'avons plus pour survivre que les différentes aides sociales : il est l'adversaire de nos intérêts, parce qu'il est l'homme des groupes financiers et industriels. Son programme économique et social, c'est le leur ! Il n'est pas différent socialement, de celui que présentait Fillon :

- Il annonce moins de fonctionnaires, car **il va sabrer dans les services publics** ;
- Il va **s'attaquer à la Sécurité Sociale**, encourager les dépassements d'honoraires et dérembourser de nouveaux médicaments, accélérer les attaques contre les hôpitaux publics pour favoriser les groupes comme la Générale de Santé et ses hôpitaux privés ;
- Il va **s'attaquer aux statuts des travailleurs** pour accroître le travail précaire, en particulier dans la fonction publique territoriale ;
- Il va diminuer les pensions de retraite et les salaires en augmentant la CSG, mais il va baisser les cotisations sociales patronales ;
- **Il va pratiquer une politique d'austérité encore plus grave que celle de Hollande pour satisfaire les milieux financiers et industriels et leur Union Européenne ;**
- **Il va s'attaquer aux retraites**, en reculant l'âge de départ, en imposant la retraite à points pour aligner leur montant sur les placements boursiers, privatiser les caisses ; **il veut remettre en cause les allocations-chômage ;**
- Il veut finir de **démanteler le Code du Travail,** démantèlement commencé par la loi Travail et par les lois Macron ;
- Il va **s'attaquer aux droits des chômeurs** pour les rendre taillables et corvéables à merci par les patrons et **remettre en cause le droit aux allocations-chômage**

Sur le plan politique, il est tout aussi réactionnaire :

- Il va **continuer l'état d'urgence**, pas contre le terrorisme, mais contre les libertés démocratiques ;
- Il va s'attaquer aux communes par des regroupements autoritaires, et en réduisant leurs recettes ;
- **Il veut faire passer ses projets par ordonnances, grâce aux pouvoirs spéciaux prévus par la Constitution anti-démocratique de la Vème République ;**
- Il soutient les aventures militaires françaises et de l'OTAN ; il soutient la guerre contre la Syrie, **désignant le gouvernement légitime comme l'ennemi à abattre, au même titre que les groupes terroristes qui ont frappé notre peuple.** Il joue l'anti-extrême-droite (qualifiée d'extrémisme !), mais il apporte son soutien au gouvernement ukrainien qui réhabilite les collaborateurs des nazis et s'appuie sur des groupes nazi-fascistes.
- **En ce qui concerne les réfugiés, les migrants,** il soutient la politique de l'Union Européenne qui empêche les réfugiés de débarquer en Europe, provoquant des centaines de noyés en Méditerranée et renvoyant les survivants en Libye, où l'ONU dénonce les rackets, les viols, les vols, les tortures des migrants par les autorités mises en place, avec son soutien, par Nicolas Sarkozy.
- Parce qu'il est l'homme des groupes financiers, **il est l'homme de l'Union Européenne, cette machine de guerre sociale contre la classe ouvrière dans chaque pays.**

Voilà **le programme politique de celui qui a été mal élu le 7 mai** (un tiers de l'électorat ne s'est pas prononcé, un quart a voté contre Le Pen) ! Les institutions anti-démocratiques voulues par De Gaulle en 1958, aggravées avec la complicité ou à l'initiative du Parti Socialiste, ont évacué tout choix réel possible. Beaucoup ont cru de bonne foi qu'ils pouvaient utiliser le bulletin Macron uniquement pour battre le FN. C'était oublier qu' « un train peut en cacher un autre » ! **Aujourd'hui, doit s'organiser la défense des travailleurs, des retraités, des artisans, des travailleurs indépendants, de la paysannerie laborieuse, des chômeurs.**

Comme en Italie avec Renzi, en Grande-Bretagne avec Blair, avec Tsipras en Grèce, et sous le patronage de l'Union Européenne, Macron veut nous faire « cracher du sang », et dès le mois de juillet ! Cette politique sauvage qui se prépare, c'est celle du capitalisme en crise profonde ! Le capitalisme qui, malgré les apparences, n'est plus capable d'assurer un avenir à l'humanité ! Le capitalisme qui fait peser sur le monde un approfondissement de la misère pour qu'une poignée de parasites s'enrichisse ; qui fait planer la menace de guerre et qui suscite le terrorisme ; qui développe la course aux armements ; qui génère une crise écologique majeure ; qui détruit le travail vivant, développant le chômage et la précarité ; qui s'attaque aux conquêtes démocratiques, fournissant le fumier pour l'épanouissement du fascisme.

Droits démocratiques :

Être élu n'est pas un métier ou une profession :
Les élus doivent être des travailleurs bénéficiant d'absences de leur poste de travail pour préparer les dossiers et y revenir une fois les séances parlementaires closes. Les rémunérations exorbitantes des élus seront supprimées, les dépenses électorales somptuaires interdites. Nous sommes pour le droit de révocation des élus n'ayant pas respecté leur contrat devant les électeurs, pour la proportionnelle intégrale, pour l'abrogation de la Vème République monarcho-présidentielle, pour une constituante construite à la base dans les entreprises, les quartiers, l'essence de cette nouvelle constituante sera la construction de notre État, le pouvoir des prolétaires.

Combattre Macron, c'est combattre le capitalisme et son Union européenne contre la régression sociale dans tous les domaines !

Le capitalisme n'est pas la fin de l'histoire ! Notre pays est lourd d'une révolution, **même si celle-ci semble lointaine.** La crise politique que nous traversons appelle à ce que l'on change le pouvoir : que l'État des capitalistes d'aujourd'hui fasse place à un État nouveau, **l'État de ceux qui, par leur travail et leur intelligence, créent la richesse, la classe ouvrière d'aujourd'hui** ; il faut que l'appareil économique appartienne au peuple travailleur et non à une poignée de parasites richissimes, **par l'appropriation collective des moyens de production et d'échange ;** l'objectif de la société sera de satisfaire les besoins sociaux et écologiques du peuple par une planification économique centralisée et démocratique.

Cette société à venir, c'est le socialisme vers le communisme, dont la Révolution d'Octobre 1917 a montré le chemin.

C'est dans cette perspective que notre Parti présente des candidats aux élections législatives. Les candidats du FN, de la République en Marche, des Républicains, du PS sont les défenseurs de la vieille société, des capitalistes qui nous exploitent, qui s'attaquent à nos conditions de vie et de travail, à l'environnement, pour maximaliser leurs profits ! Les Verts, la France Insoumise, le PCF n'ont pas d'autre projet que de gérer le capitalisme autrement.

Lutte contre le chômage :

Nous avons lancé le mot d'ordre de nationalisation sans indemnisation (et avec contrôle des travailleur-se-s) des entreprises qui cassent l'emploi. Tous les autres candidats restent dans le cadre des rapports sociaux et lois économiques du capitalisme. Leurs solutions dans ce domaine (comme dans les autres d'ailleurs) sont donc vouées à l'échec. Rendez-vous dans 5 ans ! Il est impossible d'en finir durablement avec les maux dont nous souffrons comme le chômage sans s'attaquer à la propriété privée des usines, entreprises, banques, grandes propriétés foncières, qui nous empêche une planification centralisée et démocratique de ce que nous devons produire pour répondre à nos besoins.

Partisans de l'Union Européenne, ils sont condamnés à faire la politique des capitalistes : ils ont tous eu des ministres au nom de l'Unité de la « gauche », et cela a changé quoi ? Rien. Ils ont appliqué la politique des groupes financiers avec le PS !

Processus révolutionnaire :

Nous sommes clairs. Nos propositions sont impossibles dans le cadre parlementaire et des élections bourgeoises. Seules des luttes peuvent faire reculer les capitalistes. Seules des luttes extraparlementaires, d'une ampleur inégalée, multiformes, où nous prenons nos affaires en main dans un processus révolutionnaire peut briser l'État bourgeois subordonné à l'oligarchie financière obstacle à l'émancipation du peuple-travailleur. Mais une situation révolutionnaire ne mène pas toujours à la Révolution. Pour cela il nous faut un grand Parti Communiste Révolutionnaire : renforçons-le !

Pour se défendre contre la politique que veut Macron, le 11 juin 2017, pour préparer l'avenir, osez rompre réellement avec la vieille politique de gestion du capitalisme sous toutes ses formes :

VOTEZ MICHEL MARTIN,
POUR RENFORCER
LES POSITIONS REVOLUTIONNAIRES
ET NOTRE PARTI COMMUNISTE !

BULLETIN DE VOTE, attention !

Nous n'enverrons pas de profession de foi ni de bulletin dans vos foyers, et tous les bureaux de vote ne disposeront pas de bulletins sur les tables, notamment dans les villages.

Si vous voulez être sûr-e d'avoir notre bulletin, téléchargez-le sur notre page Facebook ou envoyez nous un mel

Page Facebook *: @PCRF.Aude*
Contact mel *: pcrf11@orange.fr*

Notre parti n'a pas d'autres moyens que ceux des militants et sympathisants. Aidez-nous en adressant vos dons à l'adresse suivante : Les Amis d'Oulianov - B.P.40084 - 75862 PARIS CEDEX 18 (Chèque à l'ordre de mandataire du PCRF). Vous bénéficierez d'un reçu pour la réduction d'impôt.

PCRF
Parti Communiste Révolutionnaire de France

www.pcrf-ic.fr

Imprimé par nos soins. Ne pas jeter sur la voie publique.